

**Projet
V5bis
Enquête
publique**

Agence Régionale de Santé
Direction de la sante publique
Pôle Santé Environnement
Unité départementale du Calvados

N/Réf. : API/GJ
ars-normandie-se14@ars.sante.fr
02 50 28 72 13

ARRETE portant déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux en vue de la consommation humaine, de l'instauration des périmètres de protection et de l'institution des servitudes d'utilité publique, portant autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine, du forage Ferme d'Asnelles F3b, appartenant à la Communauté de communes de Bayeux Intercom.

LE PREFET DU CALVADOS

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1321-1 et suivants et R 1321-1 et suivants,

VU le code de l'environnement,

VU le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L 151-43 et L161-1, L153-60 et L 163-10, L152-7 et L162-1, R161-8 et R111-33,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, et notamment ses articles L1, L110-1 et 2, L112-1, L121-1 et suivants, L122-1 et suivants, L132-1 et suivants, L241-1 et suivants,

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Seine Normandie approuvé par arrêté préfectoral du 23 mars 2022,

VU l'arrêté du 11 janvier 2007 modifié relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine (mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique),

VU l'arrêté du 11 janvier 2007 modifié relatif au programme de prélèvements d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R1321-10, R.1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique,

VU l'arrêté du 30/01/2023 modifiant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole

VU l'arrêté du 30/01/2023 relatif aux programmes d'actions régionaux en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole,

VU l'arrêté du 21/03/2025 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole de la région Normandie,

VU l'arrêté préfectoral du 4 août 2021 portant désignation des zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricole dans le bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2022 portant délimitation des zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricole dans le bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands ;

VU l'arrêté préfectoral modifié du 28 mars 1975, réglementant le stockage de liquides inflammables sur l'ensemble du territoire du département du Calvados,

VU le règlement sanitaire départemental du Calvados, pris par arrêté préfectoral du 14 janvier 1981 modifié,

VU la délibération du Conseil communautaire de Bayeux Intercom en date du 13 novembre 2025 demandant à déclarer d'utilité publique, la dérivation des eaux pour la consommation humaine, la délimitation et la création des périmètres de protection du forage Ferme d'Asnelles F3b, et à l'autoriser à délivrer au public de l'eau destinée à la consommation humaine,

VU la concertation menée par la collectivité entre les parties concernées dont les propriétaires et exploitants ayant permis un accord sur le projet d'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique pour le forage Ferme d'Asnelles F3b, situé sur la commune de Juaye-Mondaye,

VU le dossier constitué en vue d'obtenir les autorisations sollicitées, déposé le 16 décembre 2025,

VU le rapport et l'avis favorable en date du 4 février 2025 de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique,

VU le dossier d'enquête publique à laquelle il a été procédé, conformément à l'arrêté préfectoral du XXXXX d'ouverture d'une enquête unique en vue de la déclaration d'utilité publique de la dérivation et de l'établissement des périmètres de protection, et de la détermination des immeubles concernés en terme parcellaire,

VU l'avis et les conclusions du commissaire-enquêteur en date du XXXXX,

VU les avis exprimés pendant la consultation administrative interservices,

VU le rapport du Directeur Général de l'Agence régionale de santé de Normandie, unité départementale du Calvados, en date du XXXX,

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du Calvados (séance du XXXXX),

CONSIDERANT que la qualité de l'eau issue de cet ouvrage avant traitement, est conforme, selon le code de la santé publique, aux limites de qualité fixées pour les eaux destinées à la consommation humaine (molécules) par l'arrêté du 11 janvier 2007 modifié relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine et que la filière de traitement permet de produire une eau traitée conforme aux limites de qualité fixées pour les eaux destinées à la consommation humaine par l'arrêté susvisé ;

CONSIDERANT que le forage Ferme d'Asnelles F3b est déjà en exploitation depuis les années 90,

CONSIDERANT que le forage Ferme d'Asnelles F3b est destiné à la production d'eau potable de Bayeux Intercom pour environ 2300 habitants et que ce forage représente une ressource essentielle à l'alimentation en eau potable et à la sécurisation de l'alimentation en eau potable de la communauté de communes,

CONSIDERANT que Bayeux Intercom doit pouvoir assurer, dans les conditions satisfaisantes, les besoins en eau potable de la population et garantir la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine,

CONSIDERANT la nécessité de préserver le point de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine des risques de pollution,

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture du Calvados,

ARRÊTE :

Section I

Ouvrage de captage

Article 1 : Site d'implantation et localisation de l'ouvrage

Le forage Ferme d'Asnelles F3b, référencé sous le code Sise-Eaux 014000088, indice de classement national BSS000HYSD, se situe sur la parcelle cadastrée section ZB 0076 de la commune de Juaye-Mondaye, conformément au plan parcellaire annexé.

Section II

Déclaration d'utilité publique

Article 2 : Dérivation des eaux

Est déclarée d'utilité publique au bénéfice de la communauté de communes Bayeux Intercom – dénommé « maître d'ouvrage » dans le présent arrêté la dérivation des eaux du forage Ferme d'Asnelles F3b situé sur la commune de Juaye-Mondaye,

Article 3 : Périmètre de protection

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice de la communauté de communes Bayeux Intercom –, dénommé « maître d'ouvrage » dans le présent arrêté :

1. Les travaux entrepris ou à entreprendre par le maître d'ouvrage pour la dérivation des eaux en vue de la consommation humaine à partir du forage Ferme d'Asnelles F3b, situé sur le territoire de la commune de Juaye-Mondaye.
2. La création de périmètres de protection immédiate et rapprochée autour de l'ouvrage de captage et l'institution de servitudes associées pour assurer la protection des ouvrages et la qualité de l'eau.

Section III

Autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine

Article 4 : Autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine

L'utilisation en vue de la consommation humaine de l'eau en provenance du forage Ferme d'Asnelles F3b, situé sur la commune de Juaye-Mondaye, et appartenant au maître d'ouvrage, est autorisée.

Article 5 : Qualité des eaux prélevées et distribuées

Les eaux prélevées et distribuées répondent aux conditions exigées par le code de la santé publique et les textes pris pour son application. Le maître d'ouvrage veille à leur qualité, du prélèvement jusqu'à la distribution.

Des dispositifs de prélèvement identifiés permettent de prélever l'eau brute et l'eau traitée indépendamment.

Les eaux prélevées bénéficieront d'un traitement d'élimination des pesticides, de reminéralisation, désinfection et mise à l'équilibre avant distribution. Ce traitement sera mis en œuvre dans un délai de trois ans à compter de la signature du présent arrêté.

Les conditions d'exploitation, les procédés de traitement, leur installation, leur fonctionnement et la qualité des eaux sont placés sous le contrôle de l'Agence régionale de santé de Normandie.

Article 6 : Dispositions diverses relatives à l'autorisation de distribuer l'eau

Article 6-1 : Conditions de modification des installations

Conformément aux dispositions réglementaires définies à l'article R 1321-11 du code de la santé publique, le maître d'ouvrage, titulaire de l'autorisation de distribuer l'eau déclare au Préfet du Calvados tout projet de modification des installations et des conditions d'exploitation mentionnées à la section II du présent arrêté et lui transmet tous les éléments utiles pour l'appréciation du projet, préalablement à son exécution.

Article 6-2 : Insertion de prescriptions complémentaires

Dans le cadre des dispositions réglementaires définies à l'article R 1321-12 du code de la santé publique, le Préfet du Calvados peut prendre, à son initiative ou à la demande du maître d'ouvrage, titulaire de l'autorisation de distribuer et conformément à la procédure prévue au 1er paragraphe de l'article R 1321-7, un arrêté modificatif, s'il estime que le maintien de certaines dispositions n'est plus justifié ou que des prescriptions complémentaires s'imposent afin d'assurer la sécurité sanitaire de l'eau distribuée.

Article 6-3 : Sécurité des installations

Les installations de captage et de stockage de l'eau brute sont conçues de façon à limiter au maximum les risques d'intrusion, en se référant au guide de recommandations de l'Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE) « Protection des installations d'eau potable vis-à-vis des actes de malveillance » de novembre 2017 (document de référence à la date du présent arrêté), à détecter immédiatement une éventuelle intrusion et à apporter des éléments d'information concernant une éventuelle dégradation de la qualité de l'eau.

Section IV

Périmètres de protection

Article 7 : Périmètres de protection

Des périmètres de protection immédiate et rapprochée sont établis autour des installations de captage dont la délimitation est conforme aux plans et états parcellaires annexés au présent arrêté.

Article 7-1 : Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate du forage Ferme d'Asnelles F3b est constitué de la parcelle cadastrée, section ZB, n°76 pour totalité de la commune de Juaye-Mondaye, pour une superficie de 1 637 m². Il englobe le forage (F3b) et ses équipements ainsi que le forage d'essai F3.

Le périmètre de protection immédiate est acquis et clôturé en totalité par le maître d'ouvrage. Les clôtures qui entourent ce périmètre de protection et le portail ont des caractéristiques de hauteur et de solidité suffisantes pour interdire l'accès aux personnes et aux animaux. Clôtures et portail sont entretenus et réparés chaque fois que l'on aura constaté une dégradation de leur efficacité. Le portail d'accès permettant le passage d'engins de maintenance en cas d'obligation d'accès pour l'entretien des ouvrages et du périmètre, est condamné en permanence et cadénassé.

Les dispositifs interdisant l'accès aux ouvrages (forage, piézomètre, station) sont installés, entretenus et verrouillés en permanence, de même que ceux détectant une éventuelle intrusion.

Ce périmètre sera conservé en prairie naturelle. Cette zone, ainsi que l'ensemble des ouvrages, sont entretenus, maintenus en parfait état de propreté, la végétation régulièrement fauchée ou broyée. L'entretien est réalisé manuellement ou mécaniquement. L'utilisation d'engrais, de pesticides ou de produits de traitement ainsi que le brûlage ou le compostage sur place des herbes sont interdits. Les résidus de fauche et de broyat sont évacués en dehors du périmètre de protection immédiate.

La culture et le pacage des animaux sont interdits dans l'enceinte du périmètre de protection immédiate ainsi que tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau qui, lui-même, est aménagé de façon à ne pas provoquer de pollution des ouvrages.

Le terrain est maintenu en bon état de nivellement de façon à éviter toute stagnation d'eau.

Toutes dispositions techniques sont prises pour détourner les eaux de ruissellement vers l'extérieur du périmètre enclos.

Les seules personnes autorisées à pénétrer dans ce périmètre seront celles dûment habilitées par le maître d'ouvrage, son représentant et son exploitant.

Une publicité informant de la nature spécifique de l'enclos sera apposée, afin de prévenir les actes involontaires de dégradation.

Article 7-2 : Périmètre de protection rapprochée

Sa délimitation est annexée au présent arrêté.

Dans le périmètre de protection rapprochée, les dispositions de la réglementation générale sont complétées par les prescriptions suivantes :

1 – INTERDICTIONS

1.1 - Interdictions relatives aux installations, aux activités, aux dépôts et aux équipements

1.1.1 - Toute implantation nouvelle d'installations classées, y compris agricoles, sauf celles visées au 2.1 du présent article, et toute création d'activités qui présenteraient un danger d'altération des eaux par la nature des produits utilisés et des eaux résiduelles ou qui n'offriraient pas de garanties suffisantes d'étanchéité. En pratique, sont interdites les zones dites « d'activités ».

1.1.2 - Ouverture de carrières à ciel ouvert ou de galeries d'extraction ou d'aires d'emprunt de matériaux. Le remblaiement de carrières ou excavations existantes ne pourra se faire qu'à l'aide de matériaux naturels inertes.

1.1.3 – Toutes activités de stockage et de traitement de déchets, y compris de déchets inertes.

Les conteneurs de tri de déchets ménagers doivent respecter une distance de 200 mètres des ouvrages de captage.

1.1.4 – Creusements de puits, forages ou ouvrages pour prélèvement d'eau souterraine y compris pour l'exploitation de l'énergie géothermique, à l'exception de ceux liés à l'alimentation en eau potable des collectivités publiques. Les puits et forages existants doivent être sécurisés (margelle, capot...) ou rebouchés dans les règles de l'art.

1.1.5 – Rejet des eaux pluviales ou de l'eau issue d'une pompe à chaleur dans toute structure permettant l'engouffrement rapide des fluides, telles qu'un puisard, un puits dit filtrant, un ancien puits, ainsi que toute autre structure permettant l'infiltration des fluides.

1.1.6 – Création et extension de cimetières.

1.1.7- Création de nouvelles voies d'accès, et, réalisation de sous-sols en cas de nouvelles constructions (sauf extension de l'existant).

1.1.8 - Création de mares, abreuvoirs par excavation dans le sol, étangs, plans d'eau.

1.1.9 - Dépôts et épandages de matières de vidanges, de boues de stations d'épuration, de digestats liquides issus de la méthanisation, de déchets de toute nature et de matières organiques fermentescibles (autres que ceux liés à l'activité agricole) ainsi que les installations fixes de fabrication de compost.

1.1.10 – Epandages de déjections animales liquides et de déjections avicoles.

1.1.11 – Les stockages et manipulations de produits phytosanitaires, d'engrais minéraux ou de produits susceptibles de dégrader la ressource.

1.1.12 – Nouveaux élevages porcins de plein air et avicoles de plein air, hormis les élevages de type familial.

1.1.13 – Le retournement (sauf dérogation spécifique accordée dans le cadre de la réglementation des zones vulnérables) ou la suppression des prairies permanentes. La conversion en boisement est possible, à l'exception des peupleraies ; elle est soumise à autorisation auprès de l'autorité sanitaire et du service chargé de la police de l'eau.

1.1.14 – Interdiction de stockage permanent aux champs, de déjections animales, de produits fertilisants, de produits phytosanitaires. Interdiction de silos de matières fermentescibles, non aménagés non isolés du sol et sans récupération des jus. Les dépôts temporaires aux champs sont possibles sous respect des conditions fixées à l'article 2.1.3.

1.1.15 – Affouragement et points d'abreuvement fixes des animaux à la pâture, à moins de 200 mètres du captage ;

1.1.16 - Points mobiles ou temporaires d'affouragement, de robinets d'herbage et d'abreuvoirs à moins de 100 mètres du captage si cela est techniquement réalisable. En cas d'impossibilité, ils seront installés à l'emplacement le plus éloigné du captage, en respectant au moins une distance de 35 mètres des ouvrages de captage.

1.1.17 - Création de nouveaux drains agricoles. L'entretien des drainages existants est autorisé, sous réserve de précautions visant à ne pas porter atteinte à la ressource en eau.

1.2 - Interdictions relatives aux équipements publics (voiries, canalisations, fossés), aux équipements à destination du public

1.2.1 - Passage de canalisations de transit de produits chimiques, d'hydrocarbures.

1.2.2 – Dans la mesure où la traversée du périmètre de protection rapprochée s'avérerait techniquement indispensable, les canalisations d'eaux usées seront réalisées avec des matériaux permettant d'obtenir une étanchéité conforme aux normes prescrites en vigueur (fascicule n°70 du Cahier des Clauses techniques Générales - C.G.T.G - applicables aux marchés de travaux publics « Canalisations d'assainissement et ouvrages annexes », à l'époque de la rédaction du présent arrêté). Avant toute mise en service, un essai d'étanchéité sera effectué.

1.2.3 - Création de voies de communication nouvelles. En cas de nécessité absolue d'élargissement et de modification de voiries existantes, les équipements afférents aux ruissellements devront présenter toute garantie d'étanchéité.

1.2.4 - Création de stations d'épuration destinées au traitement des eaux usées de l'assainissement collectif y compris les lagunages, ainsi que leur rejet dans le milieu naturel superficiel ou par infiltration.

1.2.5 - L'utilisation de pesticides pour l'entretien des chemins, chaussées, bas-côtés, fossés et plates-formes. Il en est de même de toute utilisation pour assurer un désherbage total. L'entretien des bermes des routes devra être réalisé mécaniquement.

1.2.6 - Campings aménagés saisonniers ou permanents, villages de vacances, parcs résidentiels de loisirs, aires aménagées pour le stationnement des camping-cars et installations analogues, aires nécessitant la délivrance d'un permis d'aménager au sens de l'article R421-19 du Code de l'Urbanisme, aires de stationnement des gens du voyage et installations analogues.

1.2.7 – Implantation, même temporaire, de parcs de stationnement de véhicules, de caravanes et d'installations sanitaires liés à une manifestation, à un rassemblement ou à l'organisation de compétitions de sports mécaniques.

1.3 - Interdictions relatives à la prévention des ruissellements et de l'érosion

1.3.1 – Déboisements, défrichements. L'exploitation du bois reste possible sans dessouchage. Le rognage des souches est autorisé jusqu'au niveau du sol.

1.3.2 – Suppression des talus et des haies perpendiculaires à la pente, à l'exception des suppressions ponctuelles d'ouvertures nécessaires dans le cadre d'activités autorisées par le présent arrêté et de la création d'ouvertures pour les passages d'animaux et les accès aux parcelles pour le passage d'animaux ou de véhicules nécessaires à l'activité. Ces suppressions sont soumises à l'autorisation auprès de l'autorité sanitaire et du service chargé de la police de l'eau. L'exploitation des haies et la coupe d'arbres sans dessouchage sont autorisées.

1.4 – Autres interdictions

1.4.1 - Toutes constructions nouvelles destinées à des activités comportant un risque de contamination des eaux, y compris les constructions à usage d'habitation ou destinées à héberger les personnes et les constructions à usage agricole, sauf celles visés au 2.1 du présent arrêté. Les annexes des installations et activités existantes pourront être autorisées à condition qu'elles n'apportent aucune dégradation de la situation existante au regard des risques de pollution des eaux.

1.4.2 – L'installation de tout nouveau réservoir de produits chimiques et d'hydrocarbures, y compris agricoles, sauf celles visées au 2.2.2 du présent article. Les réservoirs de produits chimiques, nécessaires au traitement des eaux prélevées par les forages du maître d'ouvrage sont autorisés.

Les réservoirs existants doivent être conformes à la réglementation générale et ne pas présenter de risques de fuites. Ils devront être dotés d'une double enveloppe ou placés en fosse étanche visitable (s'ils sont enterrés) ou munis (s'ils sont aériens) d'une cuvette de rétention étanche capable de recueillir la totalité de la capacité du réservoir.

1.4.3 - L'installation de dispositif d'exploitation d'énergies renouvelables sauf les dispositifs domestiques, de géothermie horizontale, panneaux photovoltaïques et éoliennes de toiture.

2 – REGLEMENTATIONS

2.1.- Locaux et lieux d'exercice des activités agricoles relevant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement et ceux relevant du règlement sanitaire départemental

2.1.1 - Création, extension ou transformation d'installations regroupant des animaux d'élevage, notamment stabulations et équipements de traite, ouvrages d'évacuation, de stockage et de traitement des effluents et de silos à fourrage

Pour être autorisés, ils devront se situer à proximité d'installations existantes. Les projets n'apporteront aucune dégradation de la situation existante au regard des risques de pollution des eaux.

Dans tous les cas, les installations devront être conçues et exploitées de manière à empêcher tout déversement dans le milieu naturel. Les aires d'exercice seront équipées d'aires bétonnées et de fosses étanches conçues pour qu'il n'y ait aucun débordement possible.

Au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les autorisations seront subordonnées à un examen approfondi de la nature du terrain d'assiette du projet et porteront sur la conception des aires d'évolution ou de stockage de matières potentiellement polluantes, et de collecte des effluents susceptibles d'en émaner.

2.1.2 - Epandages de déjections animales

Les épandages de substances organiques solides, autres que ceux visées au 1.1.10 du présent article, en provenance des exploitations agricoles devront répondre aux prescriptions générales des réglementations en vigueur.

Au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les autorisations d'épandage, hormis ceux visés au 1.1.10 du présent article, seront subordonnées à la fourniture d'éléments détaillés dans le dossier présenté : plans détaillés avec mention de la pente de chaque parcelle, calendrier prévisionnel des périodes d'épandage précisant les volumes à disperser, les quantités d'éléments fertilisants, étude pédologique approfondie qui devra déterminer le degré de protection naturelle découlant de la nature des sols (étude élaborée sous le contrôle des administrations chargées de l'instruction des autorisations avec le concours d'un bureau d'études spécialisé).

2.1.3 Stockages temporaires de fumures animales au champ :

Les dépôts temporaires aux champs sont possibles sous respect des conditions suivantes et des dispositions de la réglementation générale s'appliquant :

- Durée de 9 mois au maximum
- Exclusivement pour les déjections animales solides et fumiers compacts non susceptibles d'écoulements
- Le plus loin possible des ouvrages de captage, en s'assurant au minimum que les dépôts soient en dehors du rayon de 50 mètres autour des ouvrages de captage ;
- Modification de l'emplacement du stockage tous les ans, avec un retour possible après 3 années.
- Hors zones d'infiltration du type bétouille ou faille

2.1.4- Entretien des prairies permanentes :

La régénération des prairies permanentes privilégiera une technique sans labour.

La destruction de la prairie permanente en place par l'emploi de produits phytosanitaires est interdite.

2.1.5 – Pratiques de pâturage

Le couvert végétal sur les prairies devra être maintenu en recherchant un objectif de moindre dégradation.

2.2.- L'habitat (existant ou à venir)

2.2.1 – Le traitement des eaux domestiques ayant recours à l'assainissement non collectif devra être assurée par un système d'épandage souterrain à faible profondeur dont la conception devra répondre

aux prescriptions techniques en vigueur contrôlées par le Maire. Les installations des habitations existantes non conformes devront être mises en conformité, dans les délais fixés à l'article 8.

Dans le cas particulier où le recours à cette technique serait matériellement impossible, une étude de conception et de dimensionnement des installations, en fonction de l'aptitude du sol à l'épuration des effluents sera présentée.

2.2.2 – Les réservoirs individuels d'hydrocarbures ainsi que les stockages existants doivent être conformes aux dispositions de la réglementation générale et ne pas présenter de risques potentiels de fuites.

Tous les réservoirs devant contenir des liquides inflammables devront être dotés d'une double enveloppe ou placés en fosse étanche visitable (s'ils sont enterrés) ou munis (s'ils sont aériens) d'une cuvette de rétention étanche capable de recueillir la totalité de la capacité du réservoir.

2.2.3 - Dans la mesure où la traversée du périmètre de protection rapprochée s'avérerait techniquement indispensable, les canalisations d'eaux usées seront réalisées avec des matériaux permettant d'obtenir une étanchéité conforme aux normes relatives aux bonnes pratiques de pose des canalisations d'eaux usées. Avant toute mise en service, un essai d'étanchéité sera effectué.

Article 8 : Travaux et aménagements à réaliser

Les travaux et aménagements sont à la charge du maître d'ouvrage.

Leurs réalisations sont assurées par le maître d'ouvrage et, pour certaines prescriptions spécifiques, par les propriétaires, exploitants ou autres (commune, conseil départemental, ...) concernés, en liaison avec le maître d'ouvrage.

L'ensemble des travaux et aménagements, listés ci-dessous, sera exécuté dans un délai de trois ans, à compter de la signature du présent arrêté, à l'exception des travaux suivants pour lesquels des délais particuliers sont fixés :

- le nettoyage de l'ouvrage F3b et les essais de pompage prescrits ci-après qui devront être réalisés rapidement, au maximum sous 6 mois après la prise de l'arrêté
- la mise en conformité des systèmes d'assainissement autonomes non conformes des habitations à l'amont proximal du forage (situés en PPR) tel que défini dans l'avis de l'hydrogéologue agréé soit dans un délai d'un an après la prise de l'arrêté.

Périmètre de protection immédiate du forage Ferme d'Asnelles

Le périmètre de protection immédiate du forage Ferme d'Asnelles comprend l'ensemble des ouvrages, soit le forage (F3b) et ses équipements ainsi que le forage d'essai F3 ; ce périmètre sera clôturé sur la totalité de sa périphérie (la clôture sommaire actuelle sera remplacée). Le portail d'accès sera muni d'une fermeture à clé, il permettra le passage des engins de maintenance.

Sa délimitation sera établie conformément aux plans parcellaires annexés à l'arrêté.

Clôtures et portail auront des caractéristiques de hauteur et de solidité suffisantes pour interdire l'accès aux personnes et aux animaux. Une indication de la nature de l'enceinte sera apposée au portail

Un dispositif de type grille ou un avaloir sera mis en place devant le portail pour permettre de dériver vers le fossé existant les eaux ruisselantes ou une éventuelle pollution en cas d'accident routier, en provenance de la RD 67.

Des dispositifs interdisant l'accès aux ouvrages (forage, piézomètre, station) seront installés, y compris des alarmes anti-intrusion.

Ouvrage d'exploitation F3b

Le débit de pompage devra respecter la limite de 20 m³/h, durant 20 h/jour, soit 400 m³/j et 150 000 m³/an. Des débits de pointe ponctuelle à 25-30 m³/h pourront être admis en cas de besoin, sous réserve de ne pas 30 m³/h.

Il sera effectué un nettoyage du forage F3b et de son équipement puis un nouvel essai de pompage sera réalisé afin de vérifier si les caractéristiques hydrodynamiques initiales de 1990 sont bien retrouvées.

Il sera réalisé un suivi en continu des niveaux d'eau dans le forage d'exploitation et le forage d'essai (F3), si ce dernier est conservé, afin de suivre un éventuel colmatage de l'ouvrage d'exploitation. Afin d'anticiper tout phénomène de colmatage, il sera effectué une surveillance du forage par passage caméra a minima tous les 10 ans. Il sera procédé à un passage caméra en cas de baisse inexplicquée de débit.

Forage d'essai F3 :

Le forage d'essai F3 pourra être conservé et être équipé en piézomètre de surveillance sous réserve qu'il soit aménagé par une rehausse de son tubage de tête, à au moins 0.50 m au-dessus du terrain naturel, protégé en tête par une dalle ciment conforme (superficie de 3 m², et 0.30 m de hauteur au-dessus du terrain naturel) et enfermé dans un citerneau ciment fermé à clé. Les aménagements seront effectués de façon à empêcher toute dégradation de la ressource, accidentelle ou malveillante. Les travaux devront être réalisés suivant les règles de l'art.

Autres :

Les systèmes d'assainissement autonomes non conformes des habitations seront mis en conformité, prioritairement à l'amont proximal (soit ceux situés en PPR) du forage tel que défini dans l'avis de l'hydrogéologue agréé soit dans un délai d'un an.

Les puits et forages existants doivent être sécurisés (margelle, capot...) ou rebouchés dans les règles de l'art.

Article 9 : Documents d'urbanisme

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection sont annexées aux documents d'urbanisme de la commune de JUAYE MONDAYE dans un délai de trois mois suivant la notification de l'arrêté inter-préfectoral dans les conditions fixées par le code de l'Urbanisme.

Le Maire de la commune concernée ou la collectivité compétente devra transmettre un justificatif attestant que les servitudes ont été annexées aux documents d'urbanisme de leurs communes.

Dispositions générales

Article 10 : Mise en conformité

Les installations, activités, dépôts, ouvrages et occupation du sol existant, ainsi que les travaux et aménagements décrits doivent satisfaire aux obligations du présent arrêté dans un délai maximum de trois ans à compter de la signature du présent arrêté, sauf mentions particulières précisées aux articles concernés.

Article 11 : Procédure de suivi de l'application du présent arrêté

Dans le cadre de l'application du présent arrêté, le maître d'ouvrage élaborera une procédure de suivi de la mise en place des périmètres de protection du forage Ferme d'Asnelles (travaux, mises en conformité ...) et de l'application du présent arrêté ; cette procédure sera transmise à l'Agence régionale de santé de Normandie, unité départementale du Calvados.

Un bilan annuel de ce suivi sera présenté au conseil communautaire lors du rapport sur le prix et la qualité du service public d'eau potable. Il est transmis aux services de l'État compétents.

Toute anomalie constatée sera immédiatement signalée aux autorités chargées des pouvoirs de police.

Article 12 : Notification, publicité et information

Le présent arrêté est mis à disposition du public, affiché à la porte des mairies concernées ou tout autre lieu habituel d'affichage pendant une durée d'au moins deux mois. Les maires des communes concernées conservent l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

L'inscription aux hypothèques des parcelles et servitudes afférentes est recommandée.

Une mention de l'affichage en mairie des communes concernées est insérée, par les soins du Préfet du Calvados et aux frais du maître d'ouvrage, bénéficiaire de l'autorisation, en caractères apparents dans deux journaux locaux du Calvados.

Un extrait de cet acte est adressé par le maître d'ouvrage, bénéficiaire des servitudes, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à chacun des propriétaires de terrains situés à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée.

Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite à la mairie de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Le maître d'ouvrage, bénéficiaire des servitudes, transmet à l'Agence régionale de santé de Normandie, unité départementale du Calvados, dans un délai de six mois après la signature de l'arrêté inter préfectoral, une note sur l'accomplissement des formalités concernant la notification aux propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée.

Article 13 : Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet du Calvados ou d'un recours hiérarchique auprès du Ministre compétent.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de CAEN sis 3, rue Arthur Leduc – B.P. 536 – 14036 CAEN Cedex.

La saisine du tribunal administratif de CAEN peut se faire via Télérecours citoyen www.telerecours.fr.

- **en ce qui concerne la déclaration d'utilité publique**

En application de l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative, par toute personne ayant intérêt pour agir, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification ou de sa publication.

- **en ce qui concerne les servitudes publiques**

En application de l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative, par les propriétaires concernés dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 14 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Conformément à l'engagement pris par le maître d'ouvrage, les usagers de l'eau concernés par les travaux de dérivation des eaux ou les propriétaires, locataires et autres ayants-droits des terrains grevés de servitudes sont, à défaut d'accord amiable, indemnisés par le maître d'ouvrage, des préjudices directs, matériels et certains qu'ils peuvent prouver leur avoir été causés auprès de la juridiction compétente.

Article 15 : Signalement

Tout accident, incident ou toute situation susceptibles d'être notamment à l'origine d'une dégradation de la qualité de l'eau par le non-respect des dispositions du présent arrêté doivent être portés dans les meilleurs délais par le maître d'ouvrage à la connaissance du Préfet du Calvados (Agence régionale de santé de Normandie, unité départementale du Calvados et service de police de l'eau de la Direction départementale des territoires et de la mer du Calvados) accompagnés des éléments d'appréciation nécessaires.

Article 16 : Sanctions

En application de l'article L 1324-3 du code de la santé publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

En application de l'article L 1324-4 du code de la santé publique, le fait de dégrader les ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

Article 17 :

Le Secrétaire général, le Président de la communauté de communes de Bayeux Intercom, le Maire de JUAYE-MONDAYE, le Directeur général de l'Agence régionale de santé de Normandie, le Directeur départemental des territoires et de la mer du Calvados, le Directeur départemental de la protection des populations du Calvados, le Directeur Régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Calvados.

Fait à CAEN, le

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Copie adressée à :

- Monsieur le Président de la communauté de communes de Bayeux Intercom,
- Monsieur le Maire de JUAYE-MONDAYE

Liste des annexes jointes :

- plan de situation au 1/25000° des périmètres de protection du forage F3b de la Ferme d'Asnelles,
- plan du périmètre de protection immédiate,
- plan parcellaire du périmètre de protection rapprochée,
- état parcellaire des périmètres de protection immédiate et rapprochée.